

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GATS/EL/130
22 décembre 2000

(00-5632)

Commerce des services

Original: anglais

RÉPUBLIQUE DE CROATIE

Liste finale d'exemptions de l'article II (NPF)

(Seul le texte anglais fait foi)

RÉPUBLIQUE DE CROATIE - LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transports routiers de voyageurs et de marchandises	Mesures prises conformément à des accords existants ou futurs sur les transports routiers internationaux qui réservent ou limitent aux parties contractantes la fourniture de services de transport et en spécifient les conditions d'exploitation, y compris les permis de transit ou l'application de taxes routières préférentielles aux services de transports routiers à destination, à l'intérieur, en transit, et à la sortie de la République croate.	Tous les pays avec lesquels la République croate a conclu des accords sur le transport routier.	Indéterminée	L'exemption est rendue nécessaire compte tenu des caractéristiques des services de transport routier de la région et de la nécessité de réglementer les droits de circulation sur et à travers le territoire de la République croate, et entre la Croatie et les pays concernés.
Services audiovisuels: - Production et distribution d'œuvres audiovisuelles par la radiodiffusion ou d'autres formes de transmission au public	Mesures qui définissent les œuvres d'origine européenne de manière à accorder le traitement national aux œuvres audiovisuelles qui remplissent certains critères linguistiques et d'origine en ce qui concerne l'accès à la radiodiffusion ou à des formes similaires de transmission.	Les parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontières du Conseil de l'Europe ou les autres pays européens avec lesquels un accord peut être conclu.	Indéterminée. L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Ces mesures visent, dans le cadre du secteur, à promouvoir des valeurs culturelles aussi bien au sein des États membres de la CE qu'avec d'autres pays européens, ainsi qu'à réaliser des objectifs de politique linguistique.
Services audiovisuels: - Production et distribution d'œuvres cinématographiques et de programmes de télévision	Mesures fondées sur des accords-cadres conclus de gouvernement à gouvernement concernant la coproduction d'œuvres audiovisuelles, ayant pour effet de faire bénéficier du traitement national les œuvres audiovisuelles auxquelles ils s'appliquent, en particulier dans les domaines de la distribution et de l'accès au financement.	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle peut être souhaitable.	Indéterminée	L'objectif de ces accords est de promouvoir les liens culturels entre les pays concernés.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services audiovisuels: - Production et distribution de programmes de télévision et d'œuvres cinématographiques	Mesures ayant pour effet d'accorder la possibilité de bénéficier de programmes d'aide (tels que le Plan d'action pour des services améliorés de télévision, MEDIA ou EURIMAGES) aux œuvres audiovisuelles et aux fournisseurs de ces œuvres qui remplissent certains critères leur conférant l'origine européenne.	Les pays européens	Indéterminée. L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Le but de ces programmes est de préserver et promouvoir l'identité régionale des pays européens unis par des liens culturels de longue date.
Biens immobiliers	Obligation de réciprocité pour les personnes étrangères et approbation du Ministère des affaires étrangères*, sauf pour les immigrants des ex-Républiques yougoslaves et leurs descendants qui n'ont pas de nationalité et qui doivent obtenir l'approbation du Ministère responsable de l'immigration.	Tous les pays	Temporaire	Considérations politiques et raisons liées à la situation de la balance des paiements.

* Cette exemption NPF ne s'applique pas aux compagnies établies et constituées en personnes légales en Croatie.